

20101890



**PREFET DE LA MARNE**

*Direction départementale des Territoires*

*Service Environnement Eau*

*Préservation des Ressources*

**Cellule Procédures Environnementales**

**FP**

**Installations classées**

**N° 2013-MD-133-IC**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
portant sur le respect de certaines prescriptions concernant l'exploitation  
des activités de préparation et conditionnement de produits alimentaires d'origine végétale  
pris à l'encontre de la société Mc CAIN  
située sur le territoire de la commune de MATOUGUES (51510)**

-----  
**le préfet  
de la région Champagne Ardenne  
préfet du département de la Marne**

**Vu :**

- le Code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n°2001.A.66.IC du 13 juillet 2001 autorisant la société Mc Cain à exploiter une usine de fabrication de frites surgelées à Matougues,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013.APC.18.IC du 12 février 2013,
- les constats relevés lors de la visite d'inspection du 27 septembre 2013,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 novembre 2013,

**Considérant :**

- qu'un rejet de matières flottantes a été constaté, le 23 septembre 2013, par le service de la police de l'eau de la DRIEE Ile-de-France, à la sortie de la canalisation conduisant les effluents aqueux de l'usine Mc Cain dans la Marne,
- que l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 sus-visé prescrit que les effluents rejetés doivent être exempts de matières flottantes,
- que ces matières représentent des effluents susceptibles de porter atteinte à la conservation de la faune et de la flore dont le rejet est interdit par l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 sus-visé,
- que ce rejet de matières flottantes est corroboré, d'une part, par les résultats des mesures réalisées par la société Mc Cain dans le cadre de son auto-surveillance qui montrent de forts dépassements des valeurs limites de rejet pour les paramètres MES (matières en suspension), azote global et phosphore total entre le 21 et le 25 septembre 2013 et, d'autre part, par la constatation, faite par l'inspection des installations classées le jour de la visite, d'une quantité importante de boue à la surface du clarificateur dont la destination était la Marne avant que les opérations de pompage de ces boues surnageantes n'aient été mises en œuvre à partir du 26 septembre 2013 matin,

- que ce rejet accidentel est lié à une perturbation des installations de traitement due à un « à-coup hydraulique » et, par conséquent, que les installations de traitement n'ont pas été en mesure de faire face à la variation de débit,
- que l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 sus-visé prescrit que les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations,
- qu'un contrôle inopiné des rejets aqueux de la société Mc Cain dans la Marne, effectué les 17 et 18 juin 2013 à la demande de l'inspection des installations classées par le laboratoire agréé LDAR situé à Laon, a révélé des dépassements de valeurs limites imposées par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2013 sus-visé pour les matières en suspension et le phosphore total,
- que l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 sus-visé prescrit que les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation,
- que la société Mc Cain ne satisfait pas aux obligations réglementaires qui lui sont imposées par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2013 sus-visés, pour son établissement de Matougues,
- que le code de l'environnement prévoit en son article L. 171-8 : « *I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Marne,

## Arrête

### Article 1<sup>er</sup>

La société Mc Cain est mise en demeure, pour son établissement situé à Matougues, de se conformer aux dispositions des articles 6.1, 6.2, 7.1, 7.4 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 sus-visé et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2013 sus-visé et ce conformément aux dispositions des articles 2 à 6 ci-après.

**Les délais prévus par le présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.**

### Article 2

**Sous un délai d'un mois**, les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2013 (article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001).

### Article 3

**Sous un délai d'un mois**, les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations (article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001).

### Article 4

**Sous un délai d'un mois**, l'exploitant doit respecter les valeurs limites fixées par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2013.

### Article 5

**Sous un délai d'un jour**, l'exploitant doit respecter l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 qui interdit tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles



d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore.

#### **Article 6**

**Sous un délai d'un jour**, les effluents rejetés doivent être exempts de matières flottantes (article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001).

#### **Article 7**

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 8 Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 9 Recours**

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de l'affichage de la décision.

#### **Article 10 Exécution**

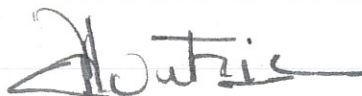
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Matougues qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la société Mc CAIN, sise RD 3 0 Matougues (51510).

Monsieur le maire de Matougues procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le - 2 DEC. 2013

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général de la préfecture



Francis SOUTRIC

